

# *La politique en France et en Europe*

*Sous la direction de  
Pascal Perrineau  
Luc Rouban*



**SCIENCES PO**  
LES PRESSES  
Extrait de la publication

*La politique en France  
et en Europe*

*La politique en France  
et en Europe*

*Sous la direction de*

Pascal Perrineau  
Luc Rouban

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

La Politique en France et en Europe / Pascal Perrineau et Luc Rouban (dir.) – Paris : Presses de Sciences Po, 2007.

ISBN 978-2-7246-1019-2

RAMEAU :

- Participation politique : France : 1990-...
- Représentation politique : France : 1990-...
- Sociologie politique : Europe : Études comparatives

DEWEY :

- 306.3 : Sociologie de la vie politique
- 324 : Vie politique

Public concerné : Public motivé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

---

# SOMMAIRE

	<i>Ont contribué à cet ouvrage</i>	9
	<b>Introduction</b>	
	<i>Pascal Perrineau et Luc Rouban</i>	11
<i>Chapitre 1 /</i>	<b>LA CRISE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE</b>	
	<i>Pascal Perrineau</i>	15
	La crise de la démocratie : ses manifestations	15
	La crise de la démocratie représentative est-elle nouvelle?	21
	La crise de la démocratie et ses causes	23
	Les nouvelles demandes de démocratie	31
<i>Chapitre 2 /</i>	<b>VALEURS ET ATTITUDES POLITIQUES EN EUROPE</b>	
	<i>Étienne Schweisguth</i>	35
	Changement social et changement des valeurs en Europe	36
	La dimension religieuse	38
	La dimension économique et sociale	45
	La dimension des valeurs universalistes	50
	Un paysage politique sans clivage dominant	59
<i>Chapitre 3 /</i>	<b>RELIGION ET POLITIQUE</b>	
	<i>Jean-Marie Donegani</i>	61
	Intégration religieuse et attitudes politiques	65
	Le rapport au religieux dans l'Europe contemporaine	75

	La signification politique des évolutions religieuses	84
<i>Chapitre 4 /</i>	<b>GENRE ET POLITIQUE</b>	
	<i>Janine Mossuz-Lavau</i>	95
	S'intéresser à la politique	96
	Faire de la politique	106
	Être l'objet d'une politique	111
<i>Chapitre 5 /</i>	<b>LES JEUNES ET LA POLITIQUE</b>	
	<i>Anne Muxel</i>	123
	La jeunesse en politique : entre héritage et expérimentation	124
	Les dispositions des jeunes à l'égard de la politique	132
	Les choix politiques et leur traduction électorale	138
	Engagement et formes de participation protestataire	147
<i>Chapitre 6 /</i>	<b>LES GROUPES D'INTÉRÊT EN FRANCE ET EN EUROPE</b>	
	<i>Emiliano Grossman</i>	155
	Les rapports entre État et société	157
	Les modèles dans la pratique en France et en Europe	167
	Épreuves et défis : vers quelle relation État-société ?	179
<i>Chapitre 7 /</i>	<b>SYNDICATS ET POLITIQUE</b>	
	<i>Guy Groux</i>	185
	Faiblesses et divisions du syndicalisme français	186
	Par-delà les partis : le syndicalisme et l'État	196
	L'entreprise, l'individu et le marché	204
	Un contexte social ambivalent	210

<i>Chapitre 8 /</i>	<b>LES ÉLITES POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES</b>	
	<i>Luc Rouban</i>	215
	À la recherche d'une définition	220
	Les modèles classiques d'explication et leurs limites	224
	La construction du modèle français	228
	Les rapports entre le monde politique et le monde administratif :	
	la spécificité française	232
	Des élites homogènes ?	236
	La nouvelle alliance ou la fragmentation des élites	238
	Les effets de l'intégration européenne	245
 <i>Chapitre 9 /</i>	 <b>MÉDIAS ET RECHERCHE D'INFORMATION POLITIQUE</b>	
	<i>Arnaud Mercier</i>	251
	De quelques liens entre comportements, attitudes politiques et pratiques d'information	252
	Consommation médiatique et recherche d'information politique en Europe	257
	Implication politique et recherche d'information politique	269
 <i>Chapitre 10 /</i>	 <b>QUE RESTE-T-IL DU VOTE DE CLASSE ?</b>	
	<i>Nonna Mayer</i>	287
	Aux origines du vote de classe	288
	Mort et résurrection du vote de classe	293
	La France au miroir européen	299
 <i>Chapitre 11 /</i>	 <b>LE MOUVEMENT VERT</b>	
	<i>Daniel Boy</i>	311
	La fondation des partis verts : quelques points de repère	312

Le critère électoral : réussite au Nord, échec au Sud ?	316
Cinq cas d'écologie politique : France, Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Suède	322
<b>Chapitre 12 / LE SOCIALISME FRANÇAIS</b>	
<b>UNE EXCEPTION EN EUROPE ?</b>	
<i>Henri Rey</i>	337
Le socialisme français, une identité incertaine	338
Un parti atypique	347
<b>Chapitre 13 / LES DROITES EN FRANCE ET EN EUROPE</b>	
<i>Florence Haegel</i>	363
Les transformations organisationnelles	364
Les transformations idéologiques	374
<b>Chapitre 14 / L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE</b>	
<i>Pascal Perrineau</i>	391
La diversité des droites extrêmes	394
De quelques invariants	396
Malaise dans la modernité	398
<b>Conclusion / LA FRANCE EN EUROPE</b>	
<i>Luc Rouban</i>	409
<b>Bibliographie</b>	425
<b>Liste des tableaux, graphiques et encadrés</b>	449



## *Ont contribué à cet ouvrage*

---

- Daniel BOY, directeur de recherche, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Jean-Marie DONEGANI, professeur des Universités, Sciences Po, Paris.
- Emiliano GROSSMAN, chargé de recherche, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Guy GROUX, directeur de recherche, CNRS, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Florence HAEGEL, directrice de recherche, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Nonna MAYER, directrice de recherche, CNRS, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Arnaud MERCIER, politologue, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université de Metz.
- Janine MOSSUZ-LAVAU, directrice de recherche, CNRS, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Anne MUXEL, directrice de recherche, CNRS, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Pascal PERRINEAU, professeur des Universités, directeur du Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Henri REY, directeur de recherche, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Luc ROUBAN, directeur de recherche, CNRS, Cevipof, Sciences Po, Paris.
- Étienne SCHWEISGUTH, directeur de recherche, CNRS, Cevipof, Sciences Po, Paris.

# Introduction

---

*Pascal PERRINEAU et Luc ROUBAN*

Cet ouvrage est né de la rencontre de deux préoccupations. La première était de mettre à la disposition des étudiants, mais également de tous ceux que la politique intéresse, des analyses rigoureuses des diverses dimensions de la vie politique en France et en Europe. Les textes qui suivent servent de support au cours collectif que le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) propose aux étudiants dans le cadre du programme international de sciences politiques et sociales depuis 1998. Il s'agit d'une sélection de thèmes car nous n'avons pas la prétention de rendre compte de tous les facteurs jouant sur l'ensemble des dimensions de la vie politique, pour autant qu'un tel projet soit réalisable en l'état des connaissances actuelles. Nous pensons néanmoins, à tort ou à raison, que ces thèmes sont au cœur de la crise de la représentation politique, qu'ils viennent l'exprimer ou bien qu'ils y contribuent.

Une seconde préoccupation était de faire le point sur la situation française après le 21 avril 2002 et l'échec en 2005 du référendum sur la Constitution européenne. L'évolution du débat politique comme les arguments développés dans les campagnes électorales mettent en lumière la recherche de nouveaux rapports entre les citoyens et leurs élus, que l'on évoque la démocratie participative, la rupture libérale ou la préférence nationale. Il fallait se donner les moyens de comprendre de quoi exactement était faite la spécificité politique française, pour autant qu'elle existe. En quoi les Français sont-ils différents? Peut-on penser que cette différence puisse se dissoudre dans l'intégration européenne ou bien doit-on conclure à la persistance d'identités nationales fortes? Il fallait également mesurer la vraisemblance de certains arguments afin, parfois, de renverser des idées reçues concernant la xénophobie, le degré de

libéralisme ou l'intérêt pour la politique que les citoyens français expriment, phénomènes que la compétition électorale utilise ou traduit de manière plus ou moins fine. Un bilan de cette nature conduit par conséquent à faire de la prospective autant sur le fait de savoir si la social-démocratie à la scandinave ou le social-libéralisme à l'anglaise sont des voies d'avenir pour la France que sur les probabilités d'implantation durable des votes extrémistes ou d'une transformation des pratiques syndicales.

Une double recherche parcourt en conséquence les divers chapitres : faire le point sur la singularité française au regard des autres grands pays européens et mesurer l'homogénéité politique de l'Europe.

Le lecteur ne trouvera donc pas ici une théorie, une doctrine, un argument définitif venant trancher pour toujours le débat sur la politique en France et en Europe, voire même une prise de position partisane déguisée sous un propos universitaire. Nous avons préféré, tout en tenant compte des théories existantes, nous appuyer sur des arguments empiriques sérieux afin de lui offrir un bilan, même imparfait et provisoire, de ce que la science politique peut raisonnablement savoir sur les valeurs, les acteurs et les choix politiques. Pour ce faire, nous avons systématiquement utilisé les résultats des deux premières vagues de l'enquête *European Social Survey* (ESS), dont l'ampleur est inédite et dont la rigueur méthodologique lui a valu le prix Descartes en 2005, l'un des prix scientifiques les plus prestigieux en Europe<sup>1</sup>. Nous avons également restreint le champ

---

1. *Les données de base, la méthodologie, les questionnaires comme le déroulement des enquêtes ESS sont disponibles sur le site <http://www.europeansocialsurvey.org>. Les auteurs ont utilisé soit la première vague (résultats de 2003 disponibles fin 2004) soit la seconde vague (résultats de 2004 disponibles*

d'étude à certains pays européens afin de confronter des ensembles nationaux de taille comparable mais représentant des systèmes institutionnels variés où les États unitaires, comme la France, côtoient des États fédéraux, comme l'Allemagne, ou fortement régionalisés, comme l'Espagne ou l'Italie<sup>2</sup>. Il était également nécessaire d'assurer une représentation équilibrée des traditions religieuses, des zones géographiques et des cultures politiques.

C'est dans ce cadre volontairement limité que nous nous sommes donc livrés à cet exercice de science politique probabiliste et relativiste<sup>3</sup>.

---

*fin 2005) en fonction de leurs besoins et de la nature des modules de questions. Les enquêtes ont été menées à partir d'entretiens en face à face sur la base d'un véritable échantillon aléatoire oscillant entre 1 500 et 2 900 personnes par pays. Les résultats sont pondérés afin de tenir compte de la distribution des tranches d'âge (variable dweight) dans la comparaison d'un pays à l'autre.*

2. *Même si un noyau dur de grands pays est partout présent dans l'ouvrage, tous les auteurs n'ont pas utilisé le même ensemble de pays en fonction de leurs besoins scientifiques et des possibilités qu'offraient les enquêtes. Les pays sont indiqués de la manière suivante dans les tableaux : l'Allemagne (DE), la Belgique (BE), le Danemark (DK), l'Espagne (ES), la France (FR), la Grande-Bretagne (GB), la Grèce (GR), l'Italie (IT), les Pays-Bas (NL), la Pologne (PL), le Portugal (PT), la Suède (SE).*

3. *Nous tenons à remercier Henri Rey pour son aimable collaboration dans la mise en œuvre de ce projet.*

# Chapitre 1 / **LA CRISE** DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE

---

*Pascal PERRINEAU*

Pour évaluer aujourd'hui l'état du développement démocratique en Europe, il est nécessaire de prendre la mesure de la crise, en particulier celle de la démocratie représentative, pour ensuite resituer celle-ci dans le temps long, puis en saisir les causes avant de tenter de dessiner ce qui est en train de naître en matière de pratique de la démocratie et d'envisager quelques mesures ou quelques axes autour desquels la participation démocratique pourrait se revivifier<sup>1</sup>.

## **La crise de la démocratie : ses manifestations**

---

### *Le développement des abstentions et des votes blancs ou nuls*

Dans de nombreux pays européens, et même – et parfois surtout – dans les pays qui ont conquis récemment le droit du libre suffrage (pays d'Europe centrale et orientale), les comportements de retrait des urnes ou de participation protestataire ne cessent de croître.

Par exemple, en France, vieille démocratie, tous les records d'abstention aux élections, qu'elles soient locales, nationales ou européennes, ont été battus au cours des quinze dernières années. Les dernières élections européennes de juin 2004 ont montré, dans

---

1. *Une précédente version de ce chapitre a été publiée sous une forme légèrement différente dans Perrineau [2005b].*

la plupart des vingt-cinq pays de l'Union européenne, une forte atonie de la participation : 57,2 % des électeurs français se sont abstenus, 54,4 % des électeurs européens ont boudé les urnes (ils n'étaient que 37 % à faire de même en 1979 lors des premières élections européennes au suffrage universel direct). Lorsqu'on analyse cette poussée de l'abstention, on s'aperçoit que deux types d'abstentionnisme cohabitent.

D'un côté, un abstentionnisme d'indifférence qui rassemble des citoyens très éloignés du système politique, souvent peu éduqués, de condition sociale défavorisée (66 % par exemple des électeurs français sans diplôme se sont abstenus aux élections européennes de juin 2004). Leur abstentionnisme ne fait que refléter la distance sociale et culturelle qui les sépare d'un système politique à leurs yeux réservé aux « gens d'en haut ». Cet abstentionnisme à forte composante sociologique n'est pas en forte croissance.

En revanche, d'un autre côté, se développe un abstentionnisme de protestation qui peut toucher des citoyens éduqués, jeunes, de statut social moyen ou même supérieur et parfois politisés. Ces citoyens ne se retrouvent plus dans le système politique tel qu'il fonctionne et leur abstention n'est que le reflet d'un désaccord, d'une protestation vis-à-vis de la démocratie représentative, du système des partis et des hommes politiques. C'est ce volant d'abstentionnistes protestataires qui ne cesse de croître dans nos démocraties européennes. Faute d'utiliser la « grève des urnes », certains de ces citoyens peuvent se rendre aux urnes et y déposer un bulletin blanc ou nul, signe de leur malaise vis-à-vis de la représentation politique officielle. Par exemple, au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, presque un million d'électeurs français ont déposé un bulletin de ce type dans l'urne alors que pourtant l'offre politique n'avait jamais été aussi diversifiée (16 candidats).

On voit bien comment, dans cette population d'abstentionnistes protestataires, se construit un nouveau type de rapport au vote, beaucoup moins permanent qu'auparavant, moins valorisé et plus intermittent. Le vote n'est plus qu'un moyen parmi d'autres de participer à la politique, il n'est utilisé qu'épisodiquement et peut être rejeté pour privilégier d'autres modes plus protestataires de participation politique (manifestations, pétitions, occupations de locaux, violences...).

### *La chute de l'engagement politique*

À des degrés divers, nos systèmes connaissent une forte érosion des effectifs des partis et des syndicats qui, souvent depuis des décennies, articulaient les demandes politiques et sociales de la population. Partis et syndicats deviennent de plus en plus des organisations de « professionnels » parfois peu irriguées par la « demande sociale ». Dans de nombreux pays, c'est moins de 5 % de la population qui participent activement à un parti, comme l'indiquent les résultats de l'enquête *European Social Survey* de 2003 (tableau 1). La représentativité de ces organisations est alors très faible et ce phénomène ne fait que renforcer la distance entre la représentation politique et les représentés que sont les citoyens. Au-delà des taux d'adhésion souvent très faibles à ces organisations, l'image de celles-ci dans la population, telle qu'elle est mesurée régulièrement par les sondages d'opinion, est souvent médiocre pour ne pas dire calamiteuse. Cette crise des médiations de la démocratie est grave car les demandes des citoyens ne sont plus clairement « articulées » et le système politique a du mal à les lire et à les entendre. On est en présence d'une tension forte entre un faible investissement dans les partis politiques d'une part et, d'autre part, un intérêt toujours assez affirmé pour les questions politiques (sauf pour les deux démocraties du Sud de l'Europe :

Espagne et Italie), comme le montre le tableau 1. Il existe donc un véritable décalage entre l'offre et la demande de politique.

*Tableau 1 : Participation partisane et intérêt pour la politique en Europe en 2003 (%) \**

	DE	ES	FR	GB	IT	NL	PL	SE
Participation active à un parti politique	6	4	3	4	6	6	2	9
Grand intérêt pour la politique	63	21	40	52	33	66	40	58

\* Pour ce tableau ainsi que pour les deux qui suivent, on a utilisé les échelles de l'enquête ESS codées de 0 à 10 en opérant une partition en trois classes : de 0 à 3, les niveaux d'intérêt, de confiance ou de satisfaction sont considérés comme faibles; de 4 à 6, ils sont considérés comme modérés ou mitigés; de 7 à 10, ils sont considérés comme importants.

### *La dégradation de l'image de la classe politique et des organisations politiques*

En dépit d'un intérêt pour la politique qui ne s'est pas effondré quand on l'observe sur une longue période, l'image de ceux qui font vivre la démocratie au quotidien s'est souvent beaucoup détériorée. Tout d'abord, un fort sentiment de coupure entre représentants et représentés s'est installé. Ce n'est toujours qu'une minorité de nos populations qui a le sentiment d'être bien représentée par les hommes politiques. Ce malaise dans la représentation s'accompagne souvent d'un sentiment de corruption de la classe politique. Une majorité d'opinions publiques de nos pays pense que les hommes politiques sont « plutôt corrompus ». Cela entraîne bien sûr un fort sentiment de défiance et même de rejet de l'univers politique perçu comme un monde dont on doit se méfier. Cette méfiance (ou au mieux cette confiance mitigée) est un grave problème dans une



société démocratique dont la confiance doit être l'un des principaux ressorts. Il ne faut pas oublier que la notion de confiance a été fondatrice du système représentatif dès le commencement de 1789, comme on le voit chez l'abbé Sieyès et dans les débats de l'Assemblée constituante : les électeurs donneront leur confiance, écrit Sieyès, à des personnes plus capables qu'eux de connaître l'intérêt général (discours du 7 septembre 1789 sur le veto royal). Aujourd'hui, l'ampleur de la crise de confiance peut d'ailleurs redonner des espaces politiques à des courants politiques peu attachés à la démocratie pluraliste (extrémismes de gauche et de droite, néopopulismes...). Dans plusieurs sociétés européennes, cette crise de confiance se traduit par un fort « éclatement du vote » qui se disperse sur d'autres forces que les « forces de gouvernement » et vient nourrir des courants protestataires en tout genre.

En général, dans les pays européens, la majorité de la population n'accorde qu'une confiance mitigée à la classe politique et, sauf le cas des Pays-Bas et de la Suède, la minorité qui ne lui accorde qu'une faible confiance est sensiblement plus importante que la petite minorité qui la soutient avec une forte confiance (tableau 2).

*Tableau 2 : La confiance dans la classe politique en Europe en 2003 (%)*

	DE	ES	FR	GB	IT	NL	PL	SE
Forte confiance	17	17	18	22	18	42	7	37
Confiance mitigée	51	46	50	50	51	46	45	48
Faible confiance	32	38	32	28	31	12	48	15

### *Le repli sur le privé*

Albert O. Hirschman avait montré, il y a plusieurs années, dans un livre intitulé *Bonheur privé, action publique* [Hirschman, 1983] comment les sociétés démocratiques connaissaient des alternances cycliques entre des phases de fort investissement dans l'action publique et des phases de désinvestissement de celle-ci et de repli sur les « bonheurs privés ». Cette grille de lecture pourrait être appliquée à nombre de nos sociétés européennes qui ont pu connaître, dans les années 1970 et jusqu'au début des années 1980, un mouvement de croyance dans les vertus de l'action publique et de sa capacité à changer les choses puis qui, à des moments divers des années 1990, ont enregistré de profondes désillusions et un mouvement de repli sur le privé. La démocratie ne fait alors plus l'objet d'un puissant investissement et l'intérêt pour la chose publique s'étiole. Cette phase de retrait des affaires publiques peut ici et là montrer des signes d'épuisement pour laisser la place à un retour vers l'action publique mais sur un mode protestataire. C'est ce qu'un sociologue français, Jean-Louis Missika, a pointé comme étant le début d'un cycle de « politisation négative » où les citoyens reviennent à la politique et à l'action publique mais surtout sur un mode protestataire [Missika, 1992]. Les grandes manifestations, parfois violentes, sur des thématiques anti ou altermondialistes, qui ont secoué de très nombreux pays européens au cours des années récentes (Seattle en 1999, Gênes en 2001, Florence en 2002, Barcelone en 2005) sont assez symptomatiques de cette forme nouvelle de politisation pas toujours aisément intégrable dans le système démocratique classique.

Il y a là des signes multiples d'une crise de la démocratie représentative, de sa fragilisation mais aussi de la recherche d'alternatives. Mais avant d'en arriver là, il peut être utile de relativiser l'ampleur de cette crise au regard d'autres précédents historiques.

## La crise de la démocratie représentative est-elle nouvelle ?

---

Ce n'est pas la première fois que la démocratie, particulièrement sous sa forme représentative, est contestée en Europe.

À plusieurs reprises, celle-ci a été soumise aux critiques acerbes des extrémismes politiques. Par exemple, l'extrême droite, dans les années d'entre-deux-guerres, avait nourri sa dynamique des faiblesses de la démocratie parlementaire. La faible République de Weimar en Allemagne, la fragile et incertaine démocratie italienne, la confuse République espagnole sont toutes tombées sous les coups de boutoir d'une extrême droite qui ne vouait que le plus grand mépris aux subtils mécanismes de la démocratie représentative. L'extrême gauche et sa condamnation de la « bêtise parlementaire » ont été, dans les années 1968 et suivantes, les vecteurs d'une fragilisation de la démocratie pluraliste. Cette extrême gauche a véhiculé une croyance dans les vertus supposées de l'action directe (et même éventuellement du terrorisme). L'Italie, l'Allemagne et, à un moindre degré la France, ont souffert de ces « années de plomb ». Que dire enfin du discours communiste dénonçant les limites et les impasses de la « démocratie formelle » et vantant les charmes d'une « démocratie réelle » qui s'est toujours soldée par la dictature du parti unique ? Ainsi, de la fin du XIX<sup>e</sup> au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la démocratie a été sans cesse contestée et parfois menacée par les chantres de l'autoritarisme ou les thuriféraires d'une inatteignable « démocratie populaire ».

Autres courants critiques de la démocratie représentative et de ses limites, le discours technocratique et le discours autogestionnaire qui se retrouvent dans leur croyance commune en une capacité de la société à s'autogouverner par le recours aux experts ou aux « représentants de la société civile ». Dans les années 1950

et 1960, les démocraties occidentales ont vu fleurir les discours sur « la fin du politique » et sur la possibilité pour les sociétés de se gouverner par le recours aux technocrates [Birnbäum, 1975]. Toutes ces thèses que l'on retrouve dans les ouvrages de Burnham ou encore de Galbraith, prônent « l'ère des managers » et ressuscitent le vieux rêve saint-simonien de substituer « l'administration des choses au gouvernement des hommes ». Ce discours a particulièrement travaillé la droite de gouvernement dans plusieurs pays européens où le recours à la technocratie a contribué à délégitimer la démocratie représentative classique. À gauche, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, le discours autogestionnaire a été le pendant de cette culture « technocratique ». Toute une partie de la gauche européenne a vanté les charmes de l'autogestion, les capacités de la société à s'auto-organiser et le recours salvateur à la « société civile » qui n'aurait aucun des maux de la « société politique » [Rosanvallon, 1976 ; Julliard, 1977].

Ainsi, la démocratie représentative a été sans cesse contestée et même parfois menacée. Cependant, aujourd'hui, la crise de la démocratie – dont les symptômes sont la faible participation aux élections, le manque d'intérêt pour la vie politique, la faible participation des citoyens, la confiance et le respect déclinants vis-à-vis des partis et des hommes politiques, la tendance à élire des managers plus que des leaders – est amplifiée par la globalisation et par le fait que les valeurs relatives aux droits et libertés traditionnels semblent s'éroder. À cela, il faut ajouter que certains pays, récemment entrés en démocratie, ne connaissent qu'un développement démocratique fragile et incertain. On remarque notamment que c'est en Pologne que la proportion de citoyens satisfaits de la façon dont fonctionne la démocratie est la plus basse. Mais de vieilles démocraties comme la France et la Grande-Bretagne sont également touchées par un important mouvement d'insatisfaction.